

Beyrouth, le 12 novembre 2008

Le Rôle de l'Eglise catholique dans les situations de crise

(à partir des expériences polonaises)

En Pologne, dans les siècles passés, L'Eglise catholique a commis beaucoup d'erreurs dans sa coopération avec le pouvoir laïque notamment lorsque ce dernier cherchait à abuser de son pouvoir en restreignant la liberté de religion.

Ces erreurs sont le résultat d'une mauvaise lecture de l'Evangile, certes involontaire, mais aussi de la volonté de faire dépendre le message évangélique des buts sociaux, économiques, culturels ou politiques en minimisant la force de l'Evangile. Plusieurs fois dans l'histoire cela s'est produit et cela se renouela à l'époque actuelle.

La situation de l'Eglise catholique en Pologne pendant ces dernières décennies en est un bon exemple.

Remontant dans le temps, rappelons que depuis le baptême reçu par les seigneurs de Pologne en 966, la majorité des citoyens appartenait à l'Eglise catholique, bien que ce pays soit multiconfessionnel. A la fin du XVIII siècle, la Pologne a perdu son indépendance et a été partagée entre trois envahisseurs qui imposèrent chacun des méthodes différentes : Les prussiens - protestants, s'adonnèrent à la détérioration de la langue nationale et de la religion natale; les russes imposèrent aux catholiques polonais leur religion orthodoxe et, les autrichiens catholiques prétendaient à ce que les polonais professent la foi catholique selon la version impériale autrichienne, c'est à dire celle qui dépendait du pouvoir laïque.

A cette période difficile où les Polonais étaient privés de leur territoire, l'Eglise catholique a mené à la fois une politique discrète et efficace tout en luttant pour l'indépendance et pour le maintien de la foi catholique, ce qui aboutira au bout de 120 ans à l'identification des polonais au catholicisme. Pendant toutes ces années la personne qui luttait contre la foi catholique luttait contre l'indépendance de la Pologne et vice-versa, celui qui luttait contre la polonité luttait également contre la foi. Pour les Polonais, ce fut la meilleure forme de défense du nationalisme et de leur foi religieuse

En vérité, identifier les polonais au seul catholicisme n'est pas exact, car il y avait également des minorités confessionnelles, dont les juifs, les protestants, les orthodoxes et même les musulmans.

La Pologne est redevenue un pays libre et indépendant en 1918, mais à peine 20 ans plus tard, elle sera envahie par l'Allemagne hitlérienne (le 1^{er} septembre 1939) et très rapidement attaquée par la Russie soviétique (le 17 septembre 1939). Durant l'entre-deux-guerres, l'Eglise catholique a joui de libertés, et a pu se développer et régulariser ses relations avec l'Etat par la signature du concordat en 1925, accord qui garantissait à l'Eglise catholique une place privilégiée par rapport aux autres religions qui elles aussi jouissaient de droits égaux.

La première crise à laquelle l'Eglise catholique polonaise a dû se mesurer pendant les dernières décennies a été liée à l'occupation de la Pologne par l'armée allemande qui limita les activités de l'Eglise, en particulier tout ce qui touchait le

culte ou l'esprit de la nation. L'Eglise catholique avait l'appui du peuple et elle était, sans aucun doute, pour tous, le signe d'espoir que les temps difficiles se termineraient. Des changements politiques se sont vraiment opérés au moment de la perte de la guerre par les fascistes, système fasciste remplacé aussitôt par le totalitarisme communiste, aussi dangereux, qui définissait la religion comme "*l'opium du peuple*" et qui voulait par tous les moyens la déraciner, non seulement de la vie publique mais aussi de la conscience humaine.

Ce principe idéologique prétendait que, non seulement en Pologne mais dans tous les pays de démocratie populaire, les gens admettent la religion comme superstition, et élément nuisible dans leur vie. Il fallait donc complètement l'anéantir pour rendre à l'homme la liberté dont la foi le privait. Ces actions destructrices avaient pour objectif d'éviter toute influence de l'Eglise sur la société; d'où la pratique de répressions draconiennes envers les ecclésiastiques lors de procès publics afin de faire croire au peuple leur hostilité envers la nation, leur collaboration avec les services « de renseignements » des Etats-Unis ou du Vatican... La destruction de toutes les structures religieuses dans la vie économique, culturelle et religieuse, reposait sur ces accusations absurdes. L'appel à la transcendance a été remplacé par une idée scientifique du monde, c'est à dire une vision de l'homme purement matérialiste d'après quatre idéologues communistes Marx, Engels, Lénine et Staline. Voyant la situation dans les autres pays du bloc soviétique, L'Eglise catholique Polonaise, particulièrement forte, a décidé de s'opposer à l'agression communiste. C'était une décision risquée, car le régime disposait d'une force physique que n'avait pas la religion [prisons, procès, peine de mort et emprisonnements pluriannuels].

Par contre, l'Eglise catholique pouvait compter sur ses fidèles, clercs et laïcs, parfois opprimés ou opprésés mais en situations de crise, lorsqu'il s'agissait de l'essentiel, ils savaient résister et malgré les chicanes et les punitions qui en résultait - ils n'ont jamais renié leur foi, ils n'ont pas rejoint le parti communiste, mais par contre ils furent exclus de la vie publique. Quotidiennement, ces situations se répètent. L'Etat traita la pratique de la religion comme un acte d'hostilité envers un système idéologique obligatoire et qui, de fait, pouvait entraîner des conséquences graves [le licenciement ou autres répressions dont on pouvait être accusé].

Dans ce contexte, l'Eglise avait plusieurs choix : ou entreprendre le dialogue avec l'Etat et faire des concessions ou bien contredire les exigences de l'Etat. Malheureusement, le dialogue n'était pas possible, car l'Etat ne considérait pas l'Eglise comme partenaire et prétendait avoir, seul, le droit de décider de tout, l'Eglise n'ayant aucun pouvoir juridique indépendant du pouvoir laïque. L'Eglise catholique ne pouvait pas être d'accord avec une telle attitude, car cela signifiait la soumission et la résignation de sa mission. Pourtant, faire des concessions pouvait aboutir à l'escalade rapide des exigences gouvernementales et idéologique au point d'entraîner la résignation de l'Eglise à ses tâches essentielles. Il ne restait, donc, que la confrontation.

En 1950, en plein stalinisme - c'est à dire, en période de lutte ouverte contre la religion -, le cardinal Stefan Wyszyński, alors primat de Pologne, signa un accord, prévoyant des conséquences d'attaque frontale de l'Etat contre l'Eglise. Cet accord avait pour but de protéger l'Eglise catholique contre sa liquidation.

Mais l'Etat communiste ne tiendra pas sa parole. Malgré ses promesses, l'Etat a supprimé les cours de religion et a ordonné une laïcisation obligatoire dans les écoles publiques (les écoles privées ont été fermées), a organisé des procès contre les clercs (le procès de l'évêché à Cracovie) et contre des évêques (évêque Kaczmarek), et, de plus, a

rendu impossible la libre répartition des fonctions ecclésiastiques.

A toutes ces initiatives de l'Etat, la réponse de l'Eglise sera : *non possumus*, ce qui entraînera, en 1953, la détention du primat ainsi que des tentatives de division à l'intérieur de la hiérarchie. L'Episcopat fut obligé de faire des déclarations politiques (concernant les problèmes des Terres de l'Ouest). Cette situation tendue renforça les groupes qui collaboraient déjà avec l'Etat [ecclésiastiques/prêtres patriotes) et laïques (Association PAX)]. Le pouvoir communiste a entrepris d'autres répressions, par exemple en 1954, tous les monastères féminins ont été fermés sur les Terres de l'Ouest et 1088 sœurs ont été envoyées dans sept camps de travail.

Cette période de répressions physiques contre l'Eglise, appelée période de stalinisme s'est terminée en 1956, après le XXe congrès du Parti communiste de l'Union soviétique pendant lequel le premier secrétaire Nikita Khrouchtchev a révélé les crimes du stalinisme. En Pologne, une période de 'dégel' s'est ouverte suivie d'une courte normalisation et d'un changement d'attitude de l'Etat envers l'Eglise. Le primat Wyszynski a été libéré et une Commission de dialogue Eglise/Etat a été créée. Pendant un certain temps, l'enseignement de la religion a été réintroduit à l'école. On a rendu à l'Eglise le journal Tygodnik Powszechny [l'Hebdomadaire universel] qui, pendant le stalinisme, avait été aux mains de proches collaborateurs du pouvoir.

Cet hebdomadaire très apprécié, sévèrement censuré malgré son petit tirage, représentait une opinion publique indépendante grâce aux intellectuels catholiques rassemblés autour de ce journal.

Une concession similaire fut l'admission de quelques politiciens catholiques au parlement. Regroupés autour du mensuel catholique Znak (Signe) et constituant un minuscule milieu parlementaire du même nom, ils n'eurent que le pouvoir de prendre la parole dans une Diète, dominée par les députés loyaux envers le pouvoir. Mais c'était aussi un signe de la présence des chrétiens dans la société polonaise. Une autre concession de l'Etat fut l'autorisation des « Associations des Intellectuels catholiques(Kluby Inteligencji Katolickiej). Ce n'était que des oasis de liberté limitée, mais ils ont donné des possibilités de développement à ceux qui voulaient s'engager dans la vie de l'Eglise.

Les 3 ans d'emprisonnement du primat, de 53 à 56, a renforcé son autorité morale, il est devenu le symbole de la lutte contre le communisme et le garant de la liberté de l'Eglise catholique. Son internement consolida l'unité épiscopale polonaise pour les années suivantes qui s'exprimera dans une opinion monolithique envers l'Etat non seulement sur les questions importantes de l'Eglise mais aussi sur le problème de l'identité nationale polonaise.

Après le dégel, l'Etat n'a pas cessé d'être hostile à l'Eglise, mais il a abandonné ses méthodes draconiennes, ses méthodes physiques de lutte, ses mises en scène de procès... Par contre, il a choisi une méthode habile de répressions de type administratif. En 1960, on a entièrement supprimé l'enseignement de la religion dans les écoles - l'Eglise a répondu par la catéchisation dans les paroisses ou dans des locaux privés. La plus grande difficulté restera les permissions symboliques de l'Etat pour la construction des églises délivrées quelques fois par ans pour tout le pays. Pendant leurs études les élèves des séminaires devaient faire leur service militaire où l'endoctrinement idéologique avait sa place. Toutes les activités pastorales étaient surveillées par la police secrète, notamment celles concernant les jeunes. Mais malgré tout, le système a commencé à s'affaïsser à défaut de ressources économiques. La

société commença à résister passivement et de plus en plus ouvertement. Cela a duré 20 ans, mais le résultat sera plutôt positif.

C'est à ce moment que l'évêque Karol Wojtyla entra sur la scène politique, [en 1964, archevêque de Cracovie puis en 1967 cardinal]. Déjà comme évêque auxiliaire, il s'était engagé de la défense de la croix dans le quartier de Nowa Huta à Cracovie, [quartier construit comme un modèle de ville socialiste c'est à dire sans Dieu et sans lieu de culte]. Mais la population réclamait un lieu de culte ; une croix fut élevée à l'endroit du futur chantier. Le pouvoir refusa et décida même d'enlever cette croix, ce qui entraîna un véritable conflit et quelques victimes. Le cardinal Wojtyla était actif sur tous les fronts: il réclama de nouvelles églises, la suppression du service militaire obligatoire pour les séminaristes; de plus il soutenait les salles de catéchisme soumises à une taxe lorsqu'elles étaient utilisées à cette fin... Les paroisses ont payé des amendes et ont continué à y enseigner le catéchisme. Grâce à cela, l'Eglise polonaise créa un réseau de catéchèse dans les églises, libres de toute surveillance de l'Etat. Wojtyla a défendu les droits de l'homme, et surtout la liberté de culte. Sous sa protection, alors qu'il était persécuté par le pouvoir, le mouvement de jeunesse (OAZA) s'est développé.

Après le Concile, il convoqua dans le diocèse un synode pastoral de neuf ans en vue de s'approprier l'idée du Concile par l'étude dans de petits groupes de laïcs. Le cardinal Wojtyla a toujours été un initiateur pour encourager la participation des laïcs dans la vie de l'Eglise ou de la société .

Il s'est soucié de la qualité de la formation des séminaristes et du cadre juridique du département de théologie, évincé de l'Université Jagellonne, en 1954. Il fut le premier évêque à intervenir de manière efficace auprès du pouvoir local alors qu'il voulait confisquer le bâtiment du séminaire. Il a rassemblé autour de lui des scientifiques, des hommes du monde de la culture sceptique par rapport à l'idéologie imposée. Tout ceci constitua une élite formée spirituellement et qui n'hésitera pas à s'engager dans des opérations de plus en plus audacieuses, comme par exemple : l'organisation de semaines sociales, des cercles de discussion... et se préparèrent ainsi, sans le savoir, à des circonstances défavorables qu'ils allaient devoir bientôt affronter.

La Pologne, ainsi que l'Eglise catholique polonaise vécurent au cours d'une vingtaine d'années, avant le tournant de 1989, des moments de crise d'une grande importance pour le futur. On a déjà parlé du 'dégel' mais il faut ajouter qu'en 1956 une grève étouffée d'une manière sanglante à Poznan impliqua une succession de troubles:

- 1966 (confrontation de l'Etat avec l'Eglise à l'occasion du Millénium de l'Eglise), -1968 (manifestation des étudiants pour l'abolition de la censure et contre les attitudes antisémitiques du pouvoir), -1970 (manifestation des ouvriers pour l'augmentation des salaires, attaque d'un siège du parti communiste, répression sanglante des protestations sur la côte de la Baltique), -1976 (répressions, surtout à Radom, envers les protestataires contre la hausse des prix de l'alimentation),

-1980 (naissance de Solidarnosc),

-1981 (introduction de la loi martiale)

et 1989 (Table ronde et chute du communisme).

Le rythme accéléré de ces crises dans les dernières années annonça la transition vers la démocratie.

En 1966, l'Eglise commémora le Millénum du *baptême* de la *Pologne* et organisa, dans tous les diocèses, de grandes fêtes auxquelles des centaines de milliers de fidèles participèrent. L'Etat réagit par l'organisation de fêtes concurrentes, aux mêmes endroits et en même temps et, possédant plus de moyens, il les utilisa pour étouffer ces fêtes religieuses. L'un des épisodes mémorable de cette confrontation était la confiscation par les autorités de la *Vierge* noire de *Czestochowa* qui visitait une paroisse après l'autre. Peu s'en faut. A défaut du portrait, on fit défiler un cadre vide, ce qui renforça dans le peuple, la conviction de l'attitude antireligieuse du pouvoir. Cette commémoration du Millénum fut une grande victoire de l'Eglise défendant les droits fondamentaux de l'homme, en raison de quoi elle fut reconnue par la société comme la plus grande autorité morale et la première force d'opposition contre le communisme, et tout autant sur le plan politique.

L'année 1968 fut le témoin d'une provocation de la part du parti communiste qui, en cherchant les coupables de sa faiblesse, accusa les polonais d'origine juive d'un complot contre l'Etat, en réaction à des revendications d'étudiants pour l'abolition de la censure. Il s'en suivit une émigration massive. Les protestations de l'Eglise n'avaient à ce moment-là aucune chance d'être largement diffusées, mais malgré tout elles ont été connues de l'opinion publique.

Le soulèvement de la côte Baltique en 1970, avec la participation de l'armée soviétique, sera étouffé, de manière sanglante en particulier à Gdansk, où les ouvriers réclamèrent des augmentations de salaires et mirent le feu à un siège du Comité d'une voïvodie du parti en signe de protestation. Mais, en même temps, ces événements amenèrent à une division à l'intérieur du parti et à un changement de présidence. Edward Gierek succéda à Wladyslaw Gomulka, qui avait hérité du pouvoir pendant la période du 'dégel'.

A partir de ce moment-là les ouvriers commencèrent à s'organiser en syndicats indépendants et à s'autogérer. La société venait de comprendre que le communisme à visage humain n'était pas possible et cela se confirmera par d'importantes protestations contre la seconde augmentation des prix de l'alimentation en 1976, auxquelles l'Etat réagit encore une fois brutalement par des procès et des emprisonnements à Radom. Dans tous ces conflits, les victimes pouvaient compter sur l'appui moral et matériel de l'Eglise. L'Episcopat ne disposait pas de moyens de diffusions suffisant pour communiquer directement avec la société, mais il utilisait la chaire du prédicateur pour informer l'opinion sur les diverses questions sociales. Après les événements de la côte Baltique, en 1970, les évêques osèrent parler publiquement de *la* liberté de conscience et de la liberté de religion, droit à une culture nationale libre, droit à la justice sociale, droit à la vérité, droit à une information fidèle, droit à la liberté d'expression, droit aux biens assurant une vie digne à chaque famille et à chaque citoyen, et enfin, droit pour tous à un traitement équitable, sans blasphème, ni brimades, ni persécutions. (Conseil Général de l'Episcopat Polonais à tous les compatriotes de la même patrie, Varsovie, le 29 décembre 1970 - Lettres, tome I, page. 767).

Avant 1956, l'expression de telles opinions faisait courir des risques d'emprisonnement ou au moins, des critiques envers l'Eglise diffusées par la presse, mais à présent, l'Eglise possédait une position sociale tellement élevée que l'Etat pouvait officiellement ignorer ses réclamations, mais devait compter avec ses

revendications. La société était toujours timorée et ne pouvait imaginer que la situation puisse changer.

Enfin, l'année 1980 arriva. Les événements qui se sont déroulés ne sont pas arrivés brusquement mais ils sont le résultat de longues années de lutte ajoutées de deux facteurs : l'un matériel et l'autre spirituel

Le pape Jean Paul II a dit, un jour, qu'en réalité le communisme allait s'effondrer tout seul, il avait épuisé sa formule qui de plus s'est avérée fautive. Puis, il ajouta que les raisons de cette chute du communisme consisteraient en une impuissance économique du système et en la négation de l'essence spirituelle de l'homme. Il était lui-même, Wojtyla, la confirmation de ce jugement. En 1978 le cardinal Karol Wojtyla a été élu Pape, est devenu évêque de Rome. Pour le pouvoir communiste en Pologne son élection fut un choc, le secrétaire du parti d'alors, Edward Gierek, à l'annonce de cette nouvelle réagit par un cri identique au mien : « *Jésus Marie! C'est la fin !* et moi j'ai dit « Jésus Marie » : ses mots exprimaient la crainte, les miens la surprise et la joie.

Bien que la Pologne eut déjà pris le virage pour le changement, l'élection de Karol Wojtyla, originaire de Cracovie, jouera comme pape un rôle essentiel dans la chute du communisme. Son premier pèlerinage en Pologne en 1979 a rendu dignité, force et fierté aux polonais. Ils ont cessé d'avoir peur, après avoir écouté ses paroles le jour de l'inauguration de son pontificat: '*N'ayez pas peur!*'. Personne ne doute de la naissance de Solidarnosc (en 1980) comme conséquence directe de la révolte contre l'injustice sociale. Puisque le terrain de la protestation était déjà prêt, les gens ont rassemblé leur courage et ils ont dit '*non*'. Ce n'était pas que les voix des partisans des syndicats indépendants créés par Lech Wałęsa, mais aussi les voix de plus de dix millions de polonais formant un grand mouvement social de solidarité. Ce mouvement avait ses racines dans la chrétienté. Les grévistes - ouvriers du chantier naval de Gdansk ont prié, se sont confessés, ont assisté à des messes et ils ont réclamé la liberté religieuse, le respect et les droits de la dignité humaine. Le monde a ouvert les yeux et a vu comment un homme abattu et humilié a trouvé le soutien en Dieu. Contre cette force, le pouvoir communiste ne pouvait lutter. Il était condamné.

Nous savons que l'Etat n'a pas cédé tout de suite mais a recherché des solutions qu'il avait déjà utilisées précédemment. Quand il s'est rendu compte que Solidarnosc grandissait, le pouvoir a introduit la loi martiale en Pologne afin de limiter les droits fondamentaux, ce qui a fait de nouvelles victimes et a rendu plus difficile la vie quotidienne. Mais la loi martiale a aussi mobilisé les opposants au régime, elle a uni les ouvriers et les intellectuels, dont les actions ont été appuyées par le milieu culturel. L'Eglise catholique ne voulait pas se mêler à la politique mais par les circonstances, elle s'est retrouvée au milieu de la mêlée. Dès l'introduction de la loi martiale, l'Eglise catholique a ouvertement appuyé l'opposition anticommuniste, a noué des contacts avec des membres emprisonnés de l'opposition, a rendu accessible les églises aux artistes qui sous forme de protestation contre la loi martiale ont décidé d'ignorer les moyens de diffusion gouvernementaux. Ainsi, l'Eglise est devenue médiateur dans les négociations entre le pouvoir et l'opposition. En se retrouvant dans une situation sans issue, la Diète a voté une loi sur l'attitude que l'Etat devait adopter envers l'Eglise (17 mai 1989) et des règles concernant la liberté religieuse - tout ceci encore avant les nouvelles élections

législatives, ce qui a clôturé le chapitre de la bataille ouverte entre l'Etat et l'Eglise et a permis le dialogue. La loi martiale ne pouvait pas durer éternellement, mais son mérite involontaire était de faire prendre conscience au pouvoir que les problèmes ne pouvaient être solutionnés que par le dialogue, car la confrontation n'avait pas d'issue.

Ainsi est née l'idée du compromis *Table ronde*. C'était une rencontre officielle du pouvoir avec l'opposition pour juger la situation existante et prendre des décisions pour le futur. Décisions qui devaient faire sortir la société et le pays d'une crise continue. Les laïcs catholiques participèrent à ces débats comme experts. L'Eglise catholique, à travers ses représentants, assistait comme témoin et médiateur surtout lorsqu'il fallait se référer à des principes moraux. Sa présence discrète apparut nécessaire et fructueuse.

Les pourparlers de la Table ronde ont mené à une confrontation directe entre un régime idéologique et la société qui rêvait de liberté. Il fut décidé de reconnaître les syndicats indépendants et leur autogestion ainsi que d'organiser des scrutins libres et démocratiques. En vérité, le pouvoir a réservé 65% des mandats à la Diète (*chambre basse* du parlement) pour les défenseurs du parti communiste, ce qui signifiait qu'ils auraient la majorité à la Diète. Toutefois, tous furent d'accord pour que le nouveau Sénat (chambre haute du parlement) ne soit pas soumis à cette limitation. Pendant les élections de juin 1989, il s'est avéré que l'opposition avait gagné tous les mandats prévus pour elle à la Diète et au Sénat elle a obtenu 99 sur 100 mandats à remporter. (Il y avait qu'un seul représentant du régime). Ainsi donc, a été formé le premier gouvernement indépendant d'après guerre en Pologne.

Jusqu'alors le régime avait subi un échec total, ce à quoi l'Eglise catholique a moralement contribué sans agir directement sur la politique. Après des années de pouvoir communiste, la constitution du premier gouvernement avec son nouveau chef - opposant, catholique, mais aussi démocrate - a changé la qualité des relations entre l'Etat et l'Eglise. Il n'y a pas de doute que la toile de fond de ces événements était la personne de Jean Paul II, sa mission apostolique et ses dix pèlerinages en Pologne.

Le premier acte de normalisation des relations entre l'Eglise catholique et la République de Pologne libre fut le rétablissement des relations diplomatiques avec le Saint-Siège en 1989, [rompues par une décision unilatérale de l'Etat communiste directement après la guerre en 1945]. A cela s'était ajoutée une rupture unilatérale du concordat en 1945, signé en 1925 par le Saint-Siège et le gouvernement de la République de Pologne.

Le gouvernement de Hanna Suchocka a proposé en 1993 la négociation et la signature d'un nouveau concordat. Malheureusement, la gauche communiste d'alors a bloqué la ratification du document pendant cinq ans et il faudra attendre 1998 pour sa ratification par le parlement polonais. Grâce au concordat les problèmes entre l'Etat et l'Eglise se sont apaisés, ce qui ne pouvait que servir l'Etat et l'Eglise.

Les relations mutuelles entre l'Eglise et l'Etat ont été définies selon les règles de la constitution pastorale *Gaudium et spes*, de Vatican II, qui répartit les compétences entre une communauté laïque (l'Etat) et la communauté religieuse. Ce document définit la collaboration de ces deux agents pour le bien des individus et pour le bien commun. Le concordat est devenu un modèle des relations entre le pouvoir et les autres Eglises ou confessions religieuses. La Commission Mixte de l'Etat et de

L'Episcopat représente un forum de dialogue avec le gouvernement sur les questions du respect de la loi de l'Etat envers l'Eglise catholique. On a aussi établi une Commission de Concordat, à laquelle des représentants de l'Eglise veillent à la réalisation des décisions du concordat et à son respect. Les contacts avec le gouvernement sont devenus harmonieux. Cette nouvelle situation a créé une ambiance différente dans les relations mutuelles de l'Eglise et de l'Etat, même au moment où en 1993 les successeurs du communisme, les sociaux-démocrates sont revenus au pouvoir.

L'Eglise catholique dès 1989 se voyant vainqueur et très sûre d'elle, sans autre réflexion, a cherché à retrouver au plus vite sa situation d'avant la deuxième Guerre Mondiale, quand elle avait plus de poids politique. Ce fut une erreur. En 1991 pendant les élections législatives, quelques évêques ont essayé d'appuyer un parti proche de l'Eglise. Cet essai n'a pas réussi, ce sera une leçon pour le futur pour que l'Eglise ne s'engage pas directement dans la politique. Depuis ces années, l'Episcopat polonais, lors d'élections parlementaires ou régionales, prend une position très mesurée en encourageant la participation aux élections, car c'est une obligation citoyenne que les chrétiens doivent aussi respecter; mais ne se prononce pas sur les candidats. Malheureusement, cette pratique est violée par certains moyens de diffusion en Pologne, dirigés par des catholiques, et ce fait constitue un grave problème remettant en cause la vérité sur l'universalité de l'Eglise.

Les moyens de diffusion en Pologne, après 1989 sont un sujet à part. L'Eglise s'est rendu compte de leur importance, mais elle ne possédait pas d'expérience, d'où aurait-elle pu l'avoir, cette expérience ?

Les obstacles étaient des lois juridiques et le manque d'argent. L'Episcopat polonais suivant les conseils d'épiscopats amis a décidé de créer des radios diocésaines. Il s'est avéré que c'était trop cher et ce n'était pas une bonne idée. La Pologne à cette époque n'aurait pas du copier les idées américaines. Malgré tout, beaucoup de diocèses ont créés des radios diocésaines. L'ordre des Rédemptoristes a créé une radio qui émettait des émissions dans toute la Pologne, puis il a aussi ouvert une chaîne de télévision. 'Radio Maryja' et la chaîne de télévision catholique Trwam sont aujourd'hui accessibles en Pologne ainsi que sur plusieurs continents. Leur activité ne déchaîne pas l'enthousiasme, mais c'est un succès important et aussi un succès pastoral. En Pologne, il y a actuellement des dizaines, ou même des centaines de journaux religieux, entre autre 'Niedziela' et 'Gosé Niedzielny' qui ont un tirage de cent mille exemplaires et sont diffusés dans tout le pays. Pratiquement, chaque diocèse possède son hebdomadaire, ainsi qu'un grand nombre d'ordres et de mouvements religieux.

La question des moyens de diffusion n'est qu'un exemple. Aujourd'hui, l'Eglise catholique en Pologne et les autres confessions jouissent de liberté, mais se retrouvent devant les défis du monde moderne auxquels ils ne savent pas toujours répondre. Parfois, on pourrait avoir l'impression que la lutte avec des ennemis déclarés était plus facile que le relativisme moral, la mauvaise utilisation de la liberté, ou la course au succès ou à la richesse. Mais l'Eglise n'a-t-elle pas vocation à affronter des défis aussi difficiles ?

